

## *Les chemins du communisme libertaire en Espagne*

### De Myrtille, giménologue (1)

Myrtille Gonzalbo a récemment publié deux livres sur l'anarchisme espagnol :

- *Les chemins du communisme libertaire en Espagne 1868-1937. Et l'anarchisme devient espagnol 1868-1910*, Éditions Divergences, 2017,
- et
- *Les chemins du communisme libertaire en Espagne, 1868-1937 L'anarcho-syndicalisme travaillé par ses prétentions anticapitalistes, 1910-juillet 1936*, Éditions Divergences, 2018.

Un troisième opus est en préparation.

Je ne prétends pas faire ici une recension dans les règles des deux livres de Myrtille Gonzalbo mais plutôt proposer un vagabondage à travers ces ouvrages, accompagné de digressions sur certains points qui ont attiré mon attention, quitte à négliger certains autres, ce qui incitera, je l'espère, le lecteur frustré à acheter et lire ces deux livres passionnants.

Myrtille souligne dans le premier volume de son travail qu'au tournant du XX<sup>e</sup> siècle l'Espagne demeurerait un pays essentiellement agricole, que la structure de la propriété du sol était celle d'une société quasi féodale. La forte démographie n'était pas absorbée par les régions industrielles du Nord. En outre, la grande majorité des ouvriers était employée dans de petites firmes. C'est que le capitalisme espagnol en était encore au stade de la « *subsumption formelle du travail sous le capital* » (vol. 2, p. 260).

En joignant à son livre une annexe III écrite par « Vincent, giménologue », Myrtille sacrifie à la mode néo-hégélo-marxiste qui consiste à remplacer un mot simple par un mot compliqué. Quand je lisais Marx dans ma jeunesse, on parlait tout simplement de « *la soumission formelle du travail au capital* » ce qui était mieux compris par le lecteur ordinaire, dont je faisais partie (2). Le titre de cette annexe est : « L'anticapitalisme tronqué des anarcho-syndicalistes et des anarchistes espagnols ». Tout cela, ajouté au sous-titre général du volume II : « L'anarcho-syndicalisme travaillé par ses prétentions anticapitalistes » et au jargon néo-hégélien, apporte une connotation curieusement situationniste-conseilliste à l'ouvrage.

Si Myrtille nous fournit des informations intéressantes sur le contexte économique et social de l'émergence de l'anarchisme espagnol, son travail m'a particulièrement intéressé pour deux raisons, sur lesquelles je vais m'attarder :

1. Elle décrit de manière très documentée la fracture qui s'est créée au sein du mouvement libertaire entre deux courants qui se sont souvent violemment opposés après la disparition de l'AIT, opposition qui a sans doute été bien plus violente en Espagne qu'ailleurs.

2. Elle s'efforce de nous fournir l'argumentaire doctrinal sur lequel ces deux courants s'appuyaient, et montre de quelle manière les options théoriques qui s'affrontaient se répercutaient dans la pratique.

Ces deux points me semblent constituer l'ossature générale aussi bien du premier que du second volume. En d'autres termes, elle ne nous présente pas du mouvement libertaire espagnol un tableau idyllique mais un ensemble bouillonnant et vivant d'idées et de contradictions. Cet aspect-là de son travail me paraît particulièrement intéressant et ne serait-ce que pour cela, il mérite d'être lu.

Le mouvement libertaire (au sens très large du terme) est aujourd'hui confronté à deux tendances « révisionnistes » qui, selon moi, pourraient faire des dégâts si un sérieux travail de réappropriation de l'histoire n'était effectué. L'un de ces courants affirme que syndicalisme révolutionnaire et anarcho-syndicalisme ne sont que des « stratégies », voire des « variantes » de l'anarchisme, occultant ainsi des pans entiers de l'histoire du mouvement ouvrier. L'autre courant, prenant l'exact contre-pied du précédent, récuse tout lien entre anarchisme et syndicalisme révolutionnaire et accuse l'anarcho-syndicalisme, par son refus d'adhérer à la politique de « Front unique » mise en place par l'Internationale communiste », d'être responsable de l'échec de la révolution mondiale. Si ces deux dérives se fondent sur des éléments factuels parfaitement fantaisistes, elles développent à partir de ces fantasmes un argumentaire d'une grande logique interne dès lors qu'on ne remet pas en cause leur fondement erroné ; un argumentaire d'autant plus attrayant qu'il présente un tableau simple, « carré » et rassurant dans lequel les faits et les événements sont dépourvus de toute nuance.

Or *Les Chemins...*, pour ce qui concerne l'Espagne, est sans le moindre doute une contribution essentielle à cette réappropriation, dans la mesure où elle nous livre un véritable travail d'historienne. Aux affirmations subjectives, aux interprétations oiseuses des faits, elle oppose des analyses fondées sur des documents d'époque. Elle a recours à une méthode rigoureusement historique. Ça n'exclut pas la possibilité de désaccords occasionnels avec ce qu'elle dit, mais ces désaccords peuvent faire l'objet d'un débat sur la base de faits avérés, pas sur la base d'affirmations indémonstrables, et par conséquent impossibles à contredire parce qu'elles reposent sur la foi. Il y a toujours une marge d'interprétation lorsqu'on traite de faits historiques : c'est lorsque *l'ensemble* du discours devient de l'interprétation que cela devient une dérive idéologique. Ainsi, lorsqu'on nous dit que le syndicalisme révolutionnaire est une « stratégie » de l'anarchisme, on est dans le domaine de la foi (3). Lorsqu'on nous affirme que l'Internationale syndicale rouge n'était pas une annexe de l'Internationale communiste, qu'elle fut « l'expérience la plus aboutie d'une organisation ouvrière internationale, à la fois de masse et révolutionnaire », on est dans le registre de la foi (4). Dans l'un et l'autre cas, une démarche scientifique, historique, appuyée sur des documents d'époque, montre que la réalité est beaucoup plus complexe.

En Espagne comme dans le reste de la planète, le mouvement anarchiste était parcouru de débats parfois très violents entre deux courants :

- Les collectivistes, héritiers de Bakounine qui croyaient en la nécessité de créer des organisations de type syndical, regroupant des travailleurs sur le terrain de la lutte des classes, précurseurs du syndicalisme révolutionnaire ou de l'anarcho-syndicalisme. Ils étaient partisans du principe « à chacun selon son travail » ;

- Les anarchistes-communistes, se réclamant de l'héritage de Kropotkine, qui voulaient former des groupes constitués géographiquement, sur la localité, qui considéraient la lutte pour l'amélioration des conditions d'existence des travailleurs comme une concession au capitalisme (*Les Chemins...* Vol. 1, Chapitre 2, « Du collectivisme au communisme anarchiste »). Ils étaient partisans quant à eux du principe « à chacun selon ses besoins ». Cette division du mouvement n'était pas récente ni spécifique à l'Espagne, elle se retrouve dans les débats qui eurent lieu vers la fin de l'AIT dite « anti-autoritaire » et dans la genèse même du mouvement libertaire.

Loin de nous présenter un tableau pacifique, *Les Chemins...* décrit minutieusement la confrontation qui opposa ces deux courants, grâce à une alternance entre l'événementiel – la description de la vie du peuple, les luttes sociales – et l'exposé des débats théoriques, ce qui fait qu'on ne perd jamais le lien entre la pratique et la théorie. Et c'est ce qui fait l'intérêt du livre. Le reproche que je ferai à Myrtille est d'atténuer l'ampleur du conflit opposant les deux courants. Ceux d'entre nous qui ont lu le livre de César M. Lorenzo connaissent évidemment l'existence de l'antagonisme entre les héritiers de Bakounine et ceux de Kropotkine, mais ce que nous expose Lorenzo est bien plus violent que ce que nous décrit Myrtille. En effet, la lutte entre anarcho-communistes et collectivistes finit par entraîner la dissolution de la Fédération des travailleurs de la Région espagnole en 1888 :

« La lutte entre anarcho-communistes et collectivistes ne tarda pas à entraîner la disparition de la Fédération des travailleurs de la région espagnole. Les communistes libertaires menacèrent de mort les membres de la Commission fédérale (les vétérans Farga Pellicer, Francisco Tomas, José Lluas Pujals, etc.), s'introduisirent en Catalogne, désintégrérent les syndicats et obtinrent finalement la dissolution effective de la Fédération au congrès de Valence d'octobre 1888. Quelques années plus tard, certaines "sections" tenaient encore bon, mais l'heure du "groupisme", du messianisme révolutionnaire, des insurrections, des attentats et du négativisme était venue (5). »

Il semble donc que nous ayons deux visions assez différentes des relations entre collectivistes (syndicalistes, on dirait aujourd'hui) et anarcho-communistes en Espagne.

*Les Chemins...* nous rapporte le contenu des débats qui opposèrent les deux courants, notamment sur la question du travailleur censé recevoir « selon ses œuvres », ou « selon ses besoins ». Sans doute l'autrice aurait-elle pu aborder de manière critique cette problématique telle qu'elle s'était posée dès le début, car dès le début **ces deux visions étaient fausses** et ne constituaient pas de fondement

suffisant pour justifier la division du mouvement libertaire entre un courant collectiviste (syndicaliste) et un courant anarchiste-communiste (affinitaire). La division du mouvement (qui aurait pu être évitée), provient selon moi d'une mauvaise compréhension par les militants italiens, puis par Kropotkine qui les a suivis, de la notion de rétribution du travail.

Dans son *Catéchisme révolutionnaire* (1864), **Bakounine avait affirmé le statut supérieur du travail comme « l'unique titre de possession légitime pour chacun, l'unique base des droits politiques et sociaux de chacun, honoré, respecté comme la source principale de la dignité et de la liberté de l'homme »**. Le travail, est-il également dit, est « seul producteur des richesses, tout homme qui dans la société vit sans travail est un exploiteur du travail d'autrui, un voleur ». Il est clair que les collectivistes de l'AIT étaient soucieux de lier la jouissance des biens produits en commun à un travail commun, c'est-à-dire d'écarter tous ceux – exploiters ou asociaux – qui, délibérément, ne travaillaient pas. **Le principe « à chacun selon son travail » n'était donc pas destiné à écarter de la consommation les malades, les enfants, les vieux, etc. : il était destiné à écarter les parasites sociaux.** « À chacun selon ses œuvres » sera interprété par les anarchistes communistes comme **une prime donnée à ceux qui travaillent plus** et deviennent ainsi des privilégiés :

« Nous ne pouvons pas admettre avec les collectivistes, qu'une rémunération proportionnelle aux heures de travail fournies par chacun à la production des richesses puisse être un idéal, ou même un pas en avant vers cet idéal (6). »

**C'était une vision extrêmement réductrice des positions des collectivistes, à la limite de la mauvaise foi, ou qui dénotait une totale ignorance de la réalité du monde ouvrier à une époque où on travaillait 14 heures par jour sept jours sur sept pour un salaire de misère...** Cela laissait peu de place **aux possibilités d'« enrichissement »** des ouvriers fanatiques de travail et désireux de « travailler plus pour gagner plus », pour reprendre la formule d'un ancien Président français. Le principe « à chacun selon son travail » n'était qu'une formule générale qui se fondait sur l'idée que le capitaliste s'appropriait une partie de la valeur produite par le travail collectif de l'ouvrier, qui devait donc se voir attribuer la juste part de la valeur qu'il produisait. Mais il s'agissait moins d'une question individuelle que collective, c'est-à-dire la restitution de cette valeur à la société tout entière.

Dans les cours pour marxistes débutants, on explique (explication que Myrtille semble reprendre) que le temps de travail de l'ouvrier est décomposé en deux : le « travail nécessaire » qui produit la valeur nécessaire à la reproduction de sa force de travail, et le surtravail qui produit la valeur appropriée par le capitaliste. Ce point de vue de Marx pourrait s'appliquer à une société dominée par l'artisanat. Mais pour **Proudhon** les choses ne se passent pas du tout ainsi. Il avait montré de manière très claire que ce que le patron s'appropriait, c'était la valeur produite par *le travail combiné et collectif des ouvriers*, qui était supérieure à la valeur produite par chaque ouvrier individuellement. C'est ce que Proudhon appelait l'« erreur de compte ». En ce sens, la théorie de l'exploitation de Proudhon rend compte de ce

phénomène de manière bien plus pertinente que Marx.

Même à l'époque de Bakounine, la notion de rendre à chacun « le produit intégral de son labeur », n'a aucun sens et représente une régression théorique surprenante par rapport à la pensée de Proudhon. Imaginer qu'on puisse attribuer, de manière stricte, à « chacun selon son travail » n'avait pas de sens parce que c'était un calcul impossible à faire, et tous les développements de Kropotkine et des anarchistes communistes sur les inconvénients que produirait l'administration nécessaire à l'élaboration de ce calcul sont hors de propos. Proudhon qui, rappelons-le, était un comptable, savait que la valeur produite par le travail collectif et combiné de la classe ouvrière ne pouvait pas lui être « intégralement » restituée puisqu'il fallait défalquer l'amortissement du matériel, les investissements – un point que Marx avait lui aussi souligné, puisqu'il parle de « défalcatons » et de « décompte du travail effectué pour les fonds communautaires » (7).

La « mise en commun totale et immédiate des produits du travail entre tous les hommes » (*Les Chemins...*, I, p. 14), chère aux anarchistes communistes, ne dit rien de plus que ce que disaient les collectivistes, à condition de garder à l'esprit que s'ils entendaient écarter des bienfaits du travail en commun les parasites sociaux, ils n'excluaient pas les personnes en incapacité de travailler. L'idée de donner « à chacun selon ses besoins » n'a pas de sens, aujourd'hui encore moins qu'en 1870 ou en 1900 : les besoins de chaque individu ne sont pas que des besoins individuels, et de loin : la création de routes, de voies ferrées, la production et l'acheminement de l'électricité, du gaz, de l'eau, sans parler de la santé, de l'éducation, etc., ne peuvent s'évaluer qu'en termes de besoins collectifs. L'idée kropotkinienne de « prise au tas » a produit des effets pervers dans le mouvement anarchiste parce que la formule en elle-même est très malheureuse, mais aussi parce qu'elle a été mal comprise : en effet Kropotkine parle de « prise au tas » de ce qui est en abondance, mais il ajoute : **rationnement de ce qui n'est pas en abondance**. La première partie de la phrase est souvent citée, rarement la seconde. Or le rationnement de ce qui n'est pas en abondance nécessite la mise en place d'un organisme chargé du rationnement, **et on retrouve le risque de « retomber dans les rapports sociaux capitalistes »** (*Les Chemins...*, I, p. 15), risque que les anarchistes-communistes dénonçaient chez les collectivistes !

**En réalité, la fracture au sein du mouvement libertaire était produite par d'autres causes :**

- Une morale fondée sur le travail visant à écarter des bienfaits du travail commun les parasites, les exploités (mais aucunement les malades, les enfants, les vieillards, les infirmes, etc.)
- Une morale fondée sur la consommation développée par des auteurs qui ne cherchaient moins à émanciper la classe ouvrière que l'humanité tout entière.

Dans les deux hypothèses se pose la question de la détermination de la valeur du travail, un problème que personne n'a jamais été capable de résoudre mais que **Myrtille pose comme condition du succès de la révolution**. Il me paraît donc un peu injuste de reprocher aux anarcho-syndicalistes espagnols de ne pas avoir résolu un problème qui ne pourra en aucun cas trouver de solution *au début* du processus

révolutionnaire mais à l'issue d'une longue évolution parcourue de tâtonnements, d'essais et d'échecs. C'est là sans doute le principal défaut que je trouve au travail de Myrtille, cette tendance à l'immédiateté qui caractérise les courants les plus extrémistes du mouvement libertaire, confinant parfois au situationnisme. S'il est essentiel d'exposer le fond des débats qui opposaient les différents courants du mouvement libertaire espagnol, comme Myrtille le fait, il me semble qu'on ne peut pas se cantonner à les exposer dans les termes où ils se posaient alors : le recul est nécessaire pour montrer que la situation aujourd'hui est infiniment plus complexe qu'elle ne l'était en 1920 ou 1930, à une époque où on ne parlait pas de protection sociale, d'assurance maladie ni de services publics.

Le deuxième volume des *Chemins du communisme libertaire en Espagne*, consacré à la période qui va de la constitution de la CNT aux débuts du Front populaire, nous raconte comment les débats internes au mouvement libertaire et les différends se confrontèrent à la réalité dès lors que fut constituée une organisation syndicale de masse. Elle montre en particulier comment les affrontements se déroulèrent à l'intérieur de la CNT.

Il se crée également une sorte de division du travail entre le courant syndicaliste révolutionnaire pour lequel le syndicat représente la base organisationnelle du communisme libertaire, et le « communisme anarchiste » qui se retrouve dans le « communalisme ruraliste ». Pour ces militants, le syndicat est un avatar de la société industrielle qu'ils rejettent : « Nous proposons au monde ouvrier le retour à un point de départ perdu : la "commune libre" », disent-ils (vol. II, p. 156). Ce serait cependant une erreur de ne percevoir ce genre de propos que comme une aspiration à un âge d'or perdu car les documents d'époque que *Les Chemins...* nous révèlent montrent qu'il y avait chez ces militants un degré de réflexion élevé d'une étonnante modernité aujourd'hui. Extrêmement actuel est ce propos tenu le 18 juillet 1931 dans le journal *Tierra y Libertad* : « La nouvelle économie d'un monde d'égaux et d'hommes libres à laquelle nous aspirons doit décongestionner les monstrueuses agglomérations urbaines [...] créées par la puissance capitaliste. » (vol II, p. 156.)

J'ai trouvé particulièrement intéressants les développements sur les rapports entre anarchisme et paysannerie (vol. II, chapitre 5) et le « rejet de la civilisation industrielle au nom d'une société où il fera bon vivre », qui prend un sens extrêmement actuel aujourd'hui. « Nous avons dit et répété qu'il n'y aura pas de révolution possible sans la participation active des paysans et que la réorganisation de la société est plus facile et plus féconde à la campagne que dans les villes » (*La Protesta*, 7 décembre 1927). Ce qui me rappelle ce que nous disait Gaston Leval : « La révolution, c'est livrer 30 000 litres de lait tous les matins à Madrid ». Une chose que les communistes russes ont été incapables de faire.

Sortie de la clandestinité, avec l'avènement de la Seconde République, la CNT redevient la principale force ouvrière de l'Espagne avec 800 000 adhérents. Dès lors recommence le conflit, sous la forme cette fois de la lutte entre « possibilistes » et anarchistes de la Fédération anarchiste ibérique, qui s'était créée en 1927 avec pour fonction « d'empêcher toute déviation idéologique de la CNT afin qu'elle ne subisse pas la même trajectoire que la CGT française (8). La FAI était composée de

groupes anarchistes qui, « dans leur plus grande part, agissaient déjà au sein des syndicats depuis longtemps ». (*Ibid.*) Myrtille ajoute que « ce principe d'interpénétration entre les deux organisations — la *trabazón* — venait d'Argentine où les anarchistes l'avaient pratiqué avec succès contre les minorités bolcheviques au sein de la FORA ». (*Les Chemins...*, vol. II, p. 99).

Le volume II des « Chemins du communisme libertaire en Espagne » se termine sur le congrès de Saragosse qui se tint peu avant le putsch, que tout le monde savait imminent. Selon Myrtille, « le IV<sup>e</sup> congrès de la CNT adopta donc une motion à forte tonalité communaliste, et bien moins “syndicaliste” que le programme de Puente. (...) On sait que certains délégués mécontents ont rappelé qu'ils n'étaient pas dans un “congrès anarchiste”, que le “syndicat devait être la base de l'organisation future”, qu'on avait beaucoup parlé des communes et peu des syndicats » (*Les Chemins...*, vol. II, p. 192). Le vote d'une motion d'inspiration kropotkinienne (« Le concept confédéral de communisme libertaire ») dans une confédération syndicale créa quelque confusion : « Un hiatus important apparut donc entre une partie de l'appareil CNT-FAI — désagréablement surprise par le contenu de la motion adoptée — et la majorité de sa base représentée par les délégués qui l'ont votée ». (*Les Chemins...*, vol. II, p. 195.)

Il y a dans le deuxième volume des « Chemins du communisme libertaire » énormément de choses dont il aurait été nécessaire de parler. Je pense en particulier au chapitre IV, sur « La communauté ouvrière des quartiers », un sujet cher à Chris Ealham, auteur de *La Lucha por Barcelona* (2005). *Les Chemins...* aborde également un sujet qui me semble peu traité, le rôle des femmes dans la lutte, leur participation aux grèves générale, l'exigence des hommes d'avoir le contrôle sur les syndicats féminins.

On perçoit dans *Les chemins du communisme libertaire en Espagne* un léger parti-pris en faveur du courant anarchiste-communiste, en particulier à travers les reproches que fait Myrtille au courant syndicaliste de ne pas avoir immédiatement « supprimé le salariat » et d'avoir des intentions industrialistes qui aliènent les travailleurs à la production capitaliste : là se trouve peut-être le sens du sous-titre du volume II : « L'anarcho-syndicalisme travaillé par ses prétentions anti-capitalistes ». Je ne partage pas son approche, et cette question mériterait à elle seule un long examen, que je ne ferai pas ici. Je dirai simplement que supprimer du jour au lendemain un rapport social qui a mis des centaines d'années à s'instaurer me paraît difficile et qu'une transition me paraît nécessaire (faut-il rappeler que ni Proudhon ni Bakounine n'écartaient la nécessité d'une transition? (9)). Par ailleurs, le travail est certes une malédiction dans le régime capitaliste, mais il ne le sera peut-être pas lorsque les forces productives auront suffisamment augmenté pour réduire le travail à quelques heures par jour et lorsque la population sera en mesure de définir collectivement à la fois les objectifs de production et les moyens d'atteindre ces objectifs.

Mais c'est un autre débat.

Il reste que la lecture des deux premiers volumes des *Chemins du communisme libertaire en Espagne* est extrêmement enrichissante ; on attend avec impatience la

sortie du troisième volume.

René Berthier

[Recension parue dans *Le Monde Libertaire* de mai 2019]

---

## NOTES

1. Les Giménologues sont un petit collectif d'amis devenus historiens amateurs et qui se dédie depuis 2004-2005 à la publication des *Souvenirs de la guerre d'Espagne* d'Antoine Gimenez, alias de Bruno Salvadori, un milicien volontaire du Groupe International de la colonne Durruti, mort à Marseille en 1982.

2. Par exemple : « ...la soumission formelle du travail au capital s'observe le mieux dans les conditions où le capital existe déjà dans certaines fonctions subordonnées, sans dominer et déterminer encore toute la forme sociale... » (Un chapitre inédit du *Capital*, G. Les deux phases historiques du développement économique de la production capitaliste.)

3. Michael Schmidt et Lucien van der Walt, *Black Flame*, AK Press.

Pour un examen critique (en anglais) des positions de Schmidt et van der Walt, voir : <http://monde-nouveau.net/?lang=en>

4. [http://ciml.250x.com/rilu/news\\_french.html](http://ciml.250x.com/rilu/news_french.html). Il s'agit d'un site se réclamant d'une « Internationale communiste marxiste léniniste » mais la citation est extraite de « L'histoire de l'Internationale syndicale rouge » rédigée par les « Comités syndicalistes révolutionnaires », un groupe qui a repris le nom d'une organisation créée en 1921.

5. César M. Lorenzo, *Les Anarchistes espagnols et le pouvoir, 1868-1969*, Le Seuil, 1969, pp. 34-35. Voir aussi la version récente : *Le mouvement anarchiste en Espagne*, Éditions libertaires, 2006.

6. Kropotkine *La Conquête du pain*.

7. Marx, *Critique du Programme de Gotha* (Cité par Myrtille p. 152).

8. Antonio Bar, 1981, p. 782, cité par Myrtille, vol. II, p. 98.

9. Cf. René Berthier, « Esquisse d'une réflexion sur la "période de transition" », <http://monde-nouveau.net/spip.php?article324>

Voir également : Christian Cornelissen, *El comunismo libertario y el regimen de transición*, <http://monde-nouveau.net/spip.php?article543>